



Section de L'Aveyron

CSAL FS du 30 septembre 2025

Déclaration liminaire

Monsieur le Président,

Le 10 et le 18 septembre, les français ont exprimé leur rejet des propositions du gouvernement déchu pour le budget 2026.

Les médias ont relayé les tensions entre partis politiques, ont opposé les citoyen·nes entre eux·elles, ont mis en avant les heurts et dégradations, mais l'essentiel n'est pas là.

L'essentiel est le message relayé par les slogans, exprimé dans des tracts, porté par la colère des citoyen·nes : on n'en peut plus de constater que pour combler le déficit abyssal de la dette publique, les seules solutions proposées sont de faire les poches des moins aisés et de réduire encore et toujours le service public.

44 milliards ne se trouvent pas facilement, mais n'oublions pas que la fraude fiscale est estimée à un montant situé entre 80 et 100 milliards et que supprimer encore et toujours des agent·es des finances publiques c'est affaiblir les moyens de lutter efficacement contre cette fraude.

L'essentiel de nos missions consiste à s'assurer de la fiabilité de l'assiette des impôts et taxes, à recouvrer ce qui doit l'être, à contrôler les recettes et dépenses des collectivités locales, à lutter contre la fraude fiscale sous toutes ses formes et à assurer le service public afin d'apporter à nos concitoyen·nes l'information et l'aide dont il·elles ont besoin.

Nous priver à nouveau de moyens humains n'est pas la solution et pourtant réduire les dépenses publiques passerait une fois de plus par le non remplacement des départs en retraites des fonctionnaires.

Le changement de gouvernement ne nous rassure pas, nous ne sommes pas dupes.

La technique du drapeau rouge destinée à jeter de l'huile sur le feu pour détourner l'attention de mesures néfastes pour le pouvoir d'achat ne fait plus illusion.

Un premier ministre jetable, François Bayrou, choisi comme offrande à la colère pour permettre une installation plus sereine de celui qui était le vrai choix de départ, Sébastien Lecornu présenté comme Le Négociateur. Des mesures inacceptables brandies pour permettre d'en dissimuler d'autres qui le sont tout autant mais dont les effets prévisibles seront masqués par le tintamarre de la colère suscitée par celles qu'on met en avant. On nous prend vraiment pour des imbéciles et il est grand temps que ça cesse.

Revenir sur la proposition de suppression de deux jours fériés, et ajouter en bonus la suppression des avantages des ancien·nes membres des gouvernements, représente quelques pièces jetées à la

populace pour calmer le jeu.

Nous ne nous laisserons pas bernier, nous ne sommes pas aussi bêtes que le pensent les gouvernements successifs.

L'austérité n'est pas une fatalité, nous devons imposer un budget de justice fiscale, sociale et environnementale.

Pour cela, plusieurs propositions :

- l'instauration de la taxe Zucman imposant, à hauteur de 2 %, les 1 800 ultra-riches ayant un patrimoine de plus de 100 millions d'Euros. Cette taxe rapporterait 20 milliards d'euros dans les caisses de l'État ;
- un audit sur les niches fiscales et la suppression des plus coûteuses, des plus injustes et les moins efficaces qui pourrait rapporter à minima 17 milliards dans les caisses de l'État ;
- la taxation des dividendes. Si les dividendes de 2024 étaient taxés à 1 %, cela rapporterait près d'1 milliard d'euros de recettes ;
- le rétablissement d'un véritable impôt sur la fortune, progressif, dont la base taxable serait constituée des patrimoines immobiliers et financiers ;
- la fin du Prélèvement Forfaitaire Unique (PFU) ;
- la fin de la baisse des impôts de production qui a engendré une chute de rentrées de plus de 33 milliards d'euros depuis 2021 et une perte d'autonomie financière toujours plus grande pour les collectivités locales ;
- la mise en place d'un Impôt sur les sociétés (IS) progressif ;
- l'établissement d'une progressivité régulière de l'impôt sur le revenu en revoyant le barème, en intégrant l'ensemble des revenus et en revalorisant le taux supérieur ;
- la lutte réelle contre la fraude et l'évasion fiscales qui s'élèvent entre 80 et 100 milliards d'euros en donnant les moyens humains, techniques et législatifs à la DGFIP.

Les motifs de colère sont également variés à la DGFIP et les taux de grève conséquents en sont la preuve (19,6% en Aveyron).

La fin du NRP devait nous amener à une période de stabilité et de visibilité pour l'avenir.

Pourtant, malgré les belles promesses d'arrêt des suppressions d'emplois, nous avons encore dû sacrifier 550 emplois en 2025 et nous attendons à devoir encore être sacrifié-es sur l'autel des économies budgétaires en 2026.

Vous avez annoncé, Monsieur le Président, qu'il n'y aurait pas de NRP 2 mais que des réorganisations étaient tout de même à envisager pour tenir compte des évolutions des missions et des applications.

Cependant, ces simples réorganisations seront mal acceptées surtout dans notre département où les conséquences du NRP ne sont pas encore digérées. Voyez la situation du SDIF ou encore du SGC d'Espalion.

Parlons justement du SDIF, ambiance délétère, nombreux arrêts maladies, management défaillant... les problèmes s'accumulent et la situation ne cesse d'empirer. Nous sommes très très inquiets sur l'avenir de ce service à court et à long terme.

Inquiets nous le sommes donc également pour les prochaines réorganisations : SIP Villefranche, PCE.

Soyez sûr, Monsieur Le Président, que Solidaires Finances Publiques Aveyron suivra ces évolutions, sera là pour défendre les agents, pour veiller au respect des règles RH. Que tout soit fait pour le bien-être des collègues en tenant compte des risques psycho-sociaux que de telles situations engendrent. Nous vous rappelons que les agents ne sont pas des pions que vous pouvez bouger à votre guise sans conséquences.